

PARIS (MPE-Média) -L'information réelle tient dans ces trois mots : "Florange, c'est fini". Le texte du protocole social "sans plan social"(?) envoyé à la presse ce jeudi par la DG de la filiale Atlantique Lorraine d'ArcelorMittal (ci-après in extenso) signe la fin du début de la fin de la phase à chaud, des derniers hauts-fourneaux lorrains.

Les 3,5Mt l'an de brames d'acier brut produits jusqu'à l'automne 2011 par les sidérurgistes de Hayange-Florange sont déjà produites et apportées d'ailleurs (Dunkerque pour une part, parfois en Russie), pour faire tourner les autres activités "intégrées" de production locale de produits plats en acier au carbone ou en feuilles d'acier galvanisé et les nouveaux coils d'acier "Usibor" grande largeur pour l'automobile ou ceux pour l'emballage fabriqués depuis peu dans cette usine.

Adieu Hayange, vive Florange filière technique aval. Ce site de relaminage et de traitement des bobines à froid devrait permettre de sauver une petite partie des 629 salariés concernés par la "mise sous cocon de la phase liquide de Florange." Que le Ministre du RP M. Arnaud Montebourg le reconnaisse ou non, comme ce matin sur France-Inter face aux auditeurs sceptiques, ses promesses de 2012 aux syndicalistes et aux salariés de Florange d'une survie des hauts-fourneaux - et celles du candidat Hollande avec - sont définitivement enterrées ce 11 avril 2013, tout comme les garanties énoncées en plein désaccord gouvernemental par le premier ministre M. Jean-Marc Ayrault, qui a accordé au premier aciériste mondial le droit de dire et d'écrire sans coup férir que la fin de la phase à chaud à Florange, haut lieu de la sidérurgie de la vieille Europe, se ferait "sans plan social".

Il est dit ici qu'il n'y a pas de plan social, alors que l'Etat et les quotas de CO2 financent depuis plus de quinze mois les indemnités de chômage technique des 600 employés des hauts-fourneaux lorrains, sans les former à d'autres tâches s'ils n'en font pas la demande, ce qui équivalait pour eux à jeter l'éponge, ce qu'ont déjà fait plus d'une centaine d'entre eux pour des raisons de sécurité professionnelle et familiale. Sans parler des centaines d'intérimaires déjà repartis ailleurs. Mais est-ce bien là la vraie question à se poser au beau milieu d'un jour qui sera marqué d'une brame noire dans la déjà longue et belle histoire de l'acier lorrain?

"La question qui se pose est de savoir si nous allons pouvoir continuer à produire de l'acier en Europe", expliquait M. Philippe Darmayan, Président de la Fédération Française de l'Acier (FFA) le 18 décembre dernier aux 450 experts et cadres de l'acier mondial réunis par sa Fédération à Paris. Réduire les surcapacités d'acier brut, accélérer le recyclage, la valorisation des émissions de gaz des hauts-fourneaux, revoir d'une façon qui préserve la compétitivité de notre industrie face à l'Asie les "règles vertes" et trop vertueuses édictées en pleine crise économique par l'Union Européenne étaient présentés par M. Darmayan comme des objectifs urgents pour sauver ce qui pourra être encore sauvé de la filière acier française et européenne.